

FCAS/MGCS: Deutsch-französische Rüstungskooperation erneut auf die Probe gestellt

Français, Allemands – et Espagnols, on a tendance à l’oublier – prévoient de s’engager sur un programme d’armement pour les quatre décennies à venir. Les enjeux technologiques et financiers sont colossaux. Politiquement aussi, la portée d’un échec serait dévastatrice pour une Union européenne qui aspire à se faire une place dans un monde de plus en plus dominé par la bipolarité Chine-États-Unis. Paris et Berlin n’ont donc pas d’autre choix que de surmonter leur(s) différend(s).

A lors que la France avait généralement privilégié le partenaire britannique, notamment dans le cadre des accords de Lancaster House (2010), le rapprochement franco-allemand depuis 2017 n’était pas étranger à la perspective du Brexit : Berlin devait assurer le leadership sur le projet du système de combat terrestre MGCS (« Main Ground Combat System ») et Paris sur le SCAF (« Système de combat aérien du futur ») qui doit remplacer le Rafale français et le Eurofighter allemand à l’horizon 2040. Estimé à 100 milliards d’euros à l’horizon 2040, le programme comprend un chasseur, des drones et un « Air Combat Cloud ».

Der Ball liegt bei der Politik

Après presque quatre années d’intenses négociations, la France et l’Allemagne se sont donné jusqu’à fin avril pour se mettre d’accord pour pouvoir lancer la production du démonstrateur – ladite phase « 1B » du programme – à l’horizon 2026 : tel est le message porté par les ministres allemande et française de la Défense lors d’une conférence de presse conjointe à Paris le mardi 20 avril 2021. Si Airbus, qui représente les parties prenantes aux négociations allemande et espagnole, semble avoir accédé fin mars à l’exigence de Dassault de ne pas inclure dans l’accord 50-50 décidé en 2019 les droits de propriété intellectuelle sur les technologies utilisées pour développer le démonstrateur (« background ») qui sont la propriété de l’avionneur français, encore faut-il que cet accord soit susceptible d’être validé par le Bundestag – dont l’aval est nécessaire pour les programmes d’un montant supérieur

à 25 millions d’euros. Florence Parly l’a récemment concédé : la balle est davantage dans le camp politique que du côté industriel. Jusqu’à présent, les réticences de Berlin portaient sur le financement du matériel dont l’Allemagne serait propriétaire sans en maîtriser la technologie.

La perspective des élections fédérales en septembre prochain pourrait avoir un impact sur l’évolution du dossier. Si l’accord bilatéral devient urgent, c’est parce que les deux pays ont un intérêt à boucler le dossier avant la fin de la session parlementaire en juin. Selon toute vraisemblance, le paysage politique sera remodelé au second semestre : la participation des Verts, plus que réservés jusqu’à présent du fait que le parti est scindé en deux orientations opposées sur les questions d’ordre militaire en général, est plus que probable, tandis que le poids de la CDU/CSU pourrait reculer sensiblement. Si les deux candidats à la Chancellerie les plus prometteurs aujourd’hui, Annalena Baerbock (Die Grünen) et Armin Laschet (CDU/CSU), semblent animés de nouvelles ambitions pour l’Union européenne, l’avenir des projets en matière d’armement pourrait souffrir des nécessités de trouver un consensus sur d’autres sujets importants lors des négociations du futur accord de coalition.

Deutsch-französische und europäische Glaubwürdigkeit auf dem Spiel

La France a concédé aux Allemands de lier le MGCS au SCAF. De facto, l’échec du second pourrait signifier également l’échec du premier, ce qui serait



par Julien Thorel
Directeur du
Centre de Politique
Européenne | Paris
cefrance.eu/fr

un revers non seulement pour les trois grands États-membres impliqués, mais aussi pour la Commission européenne, qui a pris le parti d’accroître à la fois sa visibilité et son influence sur la scène mondiale (« Commission géopolitique »). Le SCAF est aussi un élément essentiel au plan politique et industriel de la capacité européenne aéronautique future en matière de défense. D’autant plus que le – il faut bien le dire, comparativement modeste – Fonds européen de défense, doté de 7 milliards d’euros, peinera à combler le déficit des capacités stratégiques européennes. Pour qu’une UE « géopolitique » puisse véritablement se dessiner, l’Union européenne est tributaire de la volonté politique de Paris et Berlin. La France est depuis longtemps beaucoup plus volontariste que l’Allemagne. Il est donc grand temps que nos voisins allemands surmontent leurs réticences passées et sortent de leur zone de confort afin de répondre aux enjeux géopolitiques pour l’Europe à la hauteur de leur propre puissance internationale.